

LARRIBÈRE Camille, pseudonymes LABAIROU, LARI et LARY [Dictionnaire Algérie]

Né le 3 janvier 1895 à Ferrières (Hautes-Pyrénées, France), mort le 24 décembre 1970 à Saint-Denis-du-Sig ; médecin, figure fondatrice du parti communiste en Algérie dans la fidélité au communisme soviétique ; officier décoré de la guerre de 1914-1918 ; à Paris à partir de 1922, propagandiste communiste, membre de la Commission coloniale du PC ; membre du Comité central en 1929 ; mis à l'écart à la suite des sanctions contre le groupe dit « groupe Barbé-Celor » en 1931 ; médecin à Saint-Denis-du-Sig ; porté en avant par le PCA après 1943, député à la première Assemblée constituante en 1946 puis conseiller de la République, membre du comité central du PCA ; adjoint en 1955-1956 comme conseiller militaire à la direction des Combattants de la libération, organisation clandestine armée du PCA.

La date d'arrivée en Algérie des parents Larribère est incertaine, comme la date de la rencontre de ces deux instituteurs et déjà le moment et le lieu de leur mariage, avec enlèvement au pays basque ou rencontre à Oran à l'écart des familles (cf. [Pierre Larribère](#)). Les deux garçons [Jean-Marie](#), né en 1892, et Camille, en 1895, sont allés à l'école primaire de Sidi-Bel-Abbès où enseignent leur père et peut-être leur mère qui aurait pris, venant d'Oran, la direction de l'école.

Dans son récit de mémoire, Camille Larribère écrit qu'il suit l'école de Sidi-Bel-Abbès de 1901 à 1905. On parle d'abord espagnol au Faubourg Thiers, car la majorité immigrante est faite de travailleurs arrivant de la côte méditerranéenne d'Espagne ; on dit encore Levant et des levantins auxquels se joignent des andalous et des majorquins ; les femmes sont presque aussi nombreuses que les hommes. En quartier populaire, on attrape des mots arabes et toutes les grossièretés ; pas de filles arabes à l'école mais quelques garçons.

En 1905, la famille s'installe à Oran au quartier d'Ekmul (pour Eckmühl, nom de victoire napoléonienne). On parle espagnol et beaucoup plus arabe car la majorité des enfants sont juifs du quartier populaire usant du judéo-arabe, cet arabe qu'on appelle « le juif ». Mais les deux parents instituteurs veillent à la bonne instruction en français, à l'orthographe et aux lectures pour entrer au lycée Lamoricière. Les parents sont des missionnaires de l'école laïque républicaine.

Au lycée de bonnes classes françaises d'Oran dont il sort bachelier, Camille Larribère prend à cœur de se perfectionner en arabe qu'il a choisi comme « langue ». Il parle et écrit couramment en arabe. L'existence familiale est besogneuse. Il y a à la maison deux sœurs du père à charge et les quatre enfants. [Pierre Larribère](#), le père, donne des cours d'adultes, des leçons particulières et des cours de comptabilité à des fils d'immigrants qui deviennent français. Dès la seconde, le jeune Camille Larribère donne aussi des cours, notamment des leçons de latin à un fils de grand colon.

À la maison on lit. La presse coloniale a ses penchants républicains de gauche radicale-socialiste ; *L'Écho d'Oran*, que Camille découpe, évoque et cite les débats de la IIe Internationale, y compris sur la question coloniale. Surtout on lit les journaux de Paris, la presse socialiste et anarcho-syndicaliste, *L'Humanité* de Jaurès, les articles et les brochures de [Jean Mélia](#) sur l'Afrique du Nord, *La Bataille syndicaliste*, *Le Libertaire*, *Les Temps nouveaux* ouvertement anarchistes, *La Guerre sociale* qui, avec [Vigné d'Octon](#), dénonce le colonialisme. On s'enflamme avec Gustave Hervé, étant à la fois antimilitariste et pour la guerre au nom de la République française. Surtout, comme son père, Camille Larribère compile *La Lutte Sociale* publiée d'abord à Oran et qui va devenir l'hebdomadaire de la fédération SFIO d'Algérie établie à Alger en 1912. Il met précieusement de côté les numéros d'avril 1911 qui rendent compte du passage à Oran du délégué à la propagande de la SFIO pour l'Afrique du Nord qui est [Marcel Cachin](#). Il souligne le caractère anticolonialiste de son discours, effectivement très clair.

Ces mâles socialistes de la famille Larribère – on ne connaît pas les sentiments de l'institutrice mère plus antimilitariste, pacifiste et féministe semble-t-il – sont, en 1914, partisans de l'Union sacrée. Camille Larribère part en guerre. Mobilisé dans une unité de tirailleurs algériens affectée à l'armée d'Orient, il est blessé à la bataille de Dardanelles. Rétabli, il est envoyé à l'école d'élèves aspirants de Joinville-le-Pont, près de Paris. Il combat sur le front de Verdun dans le 4e zouave pendant les années 1916-1917. Son courage lui vaut la Légion d'honneur (huit citations, quatre blessures), qu'il refusera par la suite de porter en signe de protestation pacifiste.

Après l'Armistice de 1918, il commence des études de médecine à la faculté de Strasbourg où il est en stationnement. Démobilisé en septembre 1919, il sort capitaine de réserve. Il est dégradé en 1932 pour ses « activités anti-françaises » de communiste. Il est de retour Oran. La ville est soulevée de mouvements sociaux, de cette agitation syndicale et des grèves de 1919 et 1920. Des banderoles algériennes avec un drapeau vert et blanc et une étoile et le croissant (sur le mode turc) sont brandies dans les défilés des syndicalistes immigrants et petits-blancs, des dockers et des mineurs de Beni-Saf, qui sont encore espagnols. Comme l'a dit Lénine, « le monde tourne », il change ; c'est ce que rapporte le conseiller général SFIO, le jeune

professeur André Julien ([Charles-André Julien](#)) qui appelle à soutenir la Révolution bolchevique. Il donne l'exemple en passant au Parti communiste comme les fédérations SFIO d'Algérie. Les Larrivière sont partisans et définitivement de la IIIe Internationale. Le père à Oran suit de près la syndicalisation à la CGTU où entrent des travailleurs algériens.

Camille Larrivière représente la fédération communiste d'Oran au 2e congrès du Parti communiste tenu à Paris du 15 au 19 octobre 1922. Il reste dans la capitale pour poursuivre ses études de médecine et appartient à la 6e section communiste de Paris. Il fréquente l'Union intercoloniale, organisation de la main d'œuvre coloniale ; « J'ai aidé Ho Chi Minh à expédier son journal *Le Paria* » écrit-il dans ses souvenirs. Il rencontre [Abdelkader Hadj Ali](#) qui dirige la section nord-africaine qui sera à l'origine de l'Étoile nord-africaine, en 1926, en participant à l'épisodique Commission coloniale du parti. Il est cité dans *l'Humanité* du 1er février 1924 comme secrétaire de la Commission coloniale qui vient d'être élue le 29 janvier.

Il soutient en 1924 sa thèse de docteur en médecine, non sans brouhaha selon le légendaire communiste. Il l'aurait dédiée « aux étudiants de l'Université ouvrière de Léninegrad ». Il part ensuite faire un remplacement de médecin aux mines de Djerissa en Tunisie. De retour à Paris au moment des élections municipales de mai 1925, il a le titre de collaborateur auprès du comité central. Le Parti communiste lui confie l'organisation du service d'ordre dans une manifestation marquée par un affrontement violent (plusieurs morts) entre les Jeunesses patriotes (droite) et de jeunes communistes (c'est « l'affaire de la rue Damrémont, Paris 18e »). C'est le moment de la campagne contre la guerre du Rif et de Syrie. Il est emprisonné à Corbeil pour « provocation de militaires à la désobéissance ».

Dans ses *Mémoires*, Jacques Duclos rappelle leur collaboration de 1925 à 1927 au *Militant rouge*, revue théorique consacrée aux pratiques insurrectionnelles. Sous le pseudonyme de Labairou, C. Larrivière signait de nombreux articles sur la guerre du Rif et la crise du communisme en Chine, l'écrasement des communistes qui s'étaient fondus dans le parti nationaliste de Tchang Kai Chek, terrible leçon pour un partisan de Lénine qui a retenu qu'il ne faut jamais dissoudre un parti communiste. Domicilié rue Plumet dans le XVe arrondissement, il est à cette époque un des huit membres du secrétariat de la Région communiste parisienne et le secrétaire à l'Agit-prop. Il se présente aussi dans ses souvenirs, professionnellement, comme l'organisateur du dispensaire municipal d'Athis-Mons en Seine-et-Oise.

Son activisme dans les Jeunesses communistes et sa collaboration à la Commission coloniale le font coopérer avec Henri Barbé et Pierre Celor qui deviennent les principaux dirigeants du Parti communiste. Il entre au comité central lors du congrès de Saint-Denis (31 mars-7 avril 1929) où il intervient sous le nom de Lary. Il devient membre du comité de rédaction des *Cahiers du Bolchevisme* aux côtés de Pierre Semard, [André Ferrat](#),

Gaston Monmousseau et [Maurice Thorez](#). Le CC le délègue à la XIe assemblée plénière du comité exécutif de l'Internationale communiste à Moscou, en mai-juin 1930. Il y soutient les positions d'Henri Barbé face à [André Marty](#). Aussi, est-il conduit à comparaître, en juillet 1931, devant la commission d'enquête chargée de sanctionner les membres du « groupe Barbé-Celor ». Il tient cette période pour la plus difficile de sa vie de militant.

Dans ses souvenirs, il déclare avoir « condamné le groupe » mais se reproche d'avoir cédé au découragement et de ne pas avoir aidé comme Guyot, [Billoux](#), [Lozeray](#), qui reprennent rang au parti, à extirper les séquelles du Groupe. [André Marty](#) lui en tient rigueur. En 1934, celui-ci rappelle dans une note au secrétariat de l'IC, l'affaire de la rue Damrémont (1925) et le fait que Camille Larribère ne soit resté que huit jours à la prison de la Santé alors qu'il avait été condamné à huit mois (1927). Après avoir été candidat aux élections législatives du 1er mai 1932 à Pontivy (Morbihan), dernière mission pour le parti français, il repart fin 1932 en Algérie. « Il fallut d'abord convaincre mon père, vieux militant qui s'était laissé prendre aux apparences trompeuses de Celor lors de son passage en Algérie, et ensuite couper les ponts avec ma femme devenue une ennemie », écrit-il dans ses souvenirs de communiste endurci.

Camille Larribère s'installe comme médecin à Saint-Denis-du-Sig, bourgade de grandes plantations coloniales qui a perdu le souvenir d'une expérience de colonie socialiste après 1848. On dit aussi Sig du nom de cette vallée intérieure d'Oranie. Il est connu pour sa disponibilité, son dévouement et son rejet de toute forme de racisme colonial. Mais les Larribère de référence communiste sont les Larribère d'Oran, sa mère et le père [Pierre Larribère](#), encore secrétaire de la section communiste d'Oran et qui participe au mouvement de Front populaire, et son frère, médecin gynécologue, [Jean-Marie Larribère](#). En suspicion d'avoir appartenu au groupe Barbé-Celor, on l'appelle « Larribère le sectaire », et on continuera à dire « sectaire comme Larribère ». Il est tenu en marge de l'organisation communiste.

C. Larribère est cependant actif. Il s'attache au travail auprès des ouvriers agricoles et des paysans que poursuit le vétéran de la CGTU Mohamed Marouf*, dans la vallée du Chélif. Il reproduit et écrit en arabe les tracts et les feuilles de journaux. Il se montre proche de ce syndicalisme de classe. Il rumine ses lectures que l'on connaît par ses notes, celles de Lénine en premier, y compris les textes sur la question d'Orient qui le conduisent, ce qui est exceptionnel, aux positions de Marx sur la question d'Irlande ; la libération nationale irlandaise doit précéder l'action révolutionnaire du mouvement ouvrier de Grande-Bretagne aliéné par son nationalisme colonial de grande puissance anglo-britannique. Pour lui, la distinction de la brochure *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* est indépassable ; le nationalisme de la puissance dominante ne peut empiéter sur le nationalisme des peuples colonisés qui ont à réaliser leur libération nationale ; sectaire peut-être mais d'un marxisme doctrinal qui emprunte certes à Staline, mais

est loin de se réduire à Staline, tout en conservant la foi dans la révolution bolchevique. Quand [A. Ferrat](#) vient en 1934 réorganiser la Région communiste d'Algérie pour préparer sa transformation en PCA, il se garde de faire appel à son ancien camarade de la direction des Jeunesses communistes à Paris. Il le laisse dans son enclos du Sig. À la création du PCA en 1936, [Barthel-Chaintron](#) promeut des jeunes qui adoptent facilement le discours non seulement de Front populaire mais d'Union à la France ; c'est dire que Camille Larribère est plus encore laissé à son isolement. Sans être très précis, car le travail clandestin se passe beaucoup plus à Alger (voir [Maurice Laban](#) et [Thomas Ibanez](#)), il dit avoir maintenu en 1940-1941 dans la vallée et dans l'Oranie intérieure, une présence communiste organisée.

En 1939, réserviste dégradé, il avait été rappelé comme soldat de deuxième classe ; puis il sert quelques mois, comme médecin auxiliaire dans les zouaves à Tébessa au sud de Constantine. Après le débarquement allié en Afrique du Nord de novembre 1942, il se porte volontaire dans un corps franc d'Afrique, ouvert aux jeunes juifs, toujours hors citoyenneté française, et aux étrangers venant souvent des Jeunesses communistes qui se reconstituent en Jeunesses démocratiques. Les corps francs sont à part des réguliers mobilisés dans l'armée française d'Afrique du Nord commandée par le général Juin passé de Vichy à la France libre. Camille Larribère aurait eu le commandement d'une compagnie. En avril 1943, il est blessé en Tunisie et retrouve Alger.

Les députés communistes français emprisonnés et les détenus des camps sont tout juste libérés ; ils constituent la délégation communiste en Afrique du Nord. Selon son témoignage, ils accueillent Camille Larribère « à bras ouverts », et il ajoute : « J'avais retrouvé la confiance de mon Parti. » Ce sont donc « les grandes retrouvailles » qui refont du « camarade Larribère », le vétéran sinon le fondateur du communisme en Algérie.

Il est alors chargé d'une mission ambivalente, autant qu'on puisse en juger par les *Mémoires* de Jacques Duclos, car ses propres souvenirs publiés par *Les Cahiers de l'Institut Maurice Thorez* ne disent rien. Le PCF s'adresse aussi bien au général Giraud qui conserve le Haut commandement d'Afrique du Nord à Alger qu'au général de Gaulle qui n'est pas arrivé de Londres à Alger. Il y a un délégué auprès de chacun des deux généraux, pour de Gaulle explicitement auprès du gouvernement de la France libre et au titre de la Résistance.

Le général Giraud accepte que Camille Larribère parte prendre contact avec la direction du Parti communiste sur le territoire français. Des rencontres ont lieu à Lyon puis à Paris, notamment avec Charles Tillon en liaison avec Jacques Duclos. À son retour le 22 avril 1943 à Alger, le général Giraud reçoit Camille Larribère et lui conseille de communiquer ses informations, que J. Duclos prétend très importantes, sur la situation militaire en France, au général Béthouard qui est sur place et ne semble pas y prendre grand intérêt.

En fait, de Gaulle arrive fin mai 1943 à Alger ; le PCF abandonne le moindre cheval qu'était le douteux général Giraud – ce qui explique peut-être le choix de Larribère facile à escamoter – pour suivre le général de Gaulle et pousser en avant le mouvement de la *France combattante*.

[André Marty](#) arrive à Alger de Moscou par Le Caire, à la fin septembre. Il ne tient pas Camille Larribère en faveur ; peut-être même conserve-t-il ses anciennes suspicions. Cependant le retour en gloire du vétéran Larribère est incontournable. Camille Larribère entre au comité central du PCA et prend place à la direction de la région d'Oran. Il est élu conseiller général d'Oran et, en 1946, député à la première Assemblée nationale constituante. Il devient ensuite conseiller de la République de 1946 à 1948. En fait, il a une présence encore active en Oranie et surtout appartient à l'illustration de la continuité du communisme en Algérie de l'Internationale communiste au PCA qui se réclame de l'URSS et du camp socialiste.

Aussi après les débuts de l'insurrection, est-il rappelé à Alger lors des discussions de 1955 en comité clandestin du PCA interdit, sur le passage au maquis et sur les négociations à mener avec le FLN. Quand est prise la décision de constituer les groupes armés communistes des Combattants de la libération, Camille Larribère est incorporé en décembre 1955 à la direction collégiale de ces commandos comme conseiller militaire, pour son passé au combat et ses titres d'officier ou comme caution. Dans les discussions avec la direction politique du FLN à Alger ([Ramdane Abane](#) et [Benyoussef Ben Khedda](#)) menées par [Bachir Hadj-Ali](#) et [Sadek Hadjérès](#), les dirigeants du PCA clandestin, il a certainement approuvé le passage à la lutte armée tout en restant attaché au principe léniniste qu'un PC ne saurait prononcer sa dissolution.

Dans les rencontres internationales entre PC et au congrès du PCF au Havre en 1956 après le vote des pouvoirs spéciaux, il est envoyé par la direction du PCA prendre des contacts avec les délégations communistes de l'Est, en particulier avec les communistes albanais. Il serait question de demandes d'armes. Ces contacts avec le PC albanais seront poursuivis ainsi qu'avec le PC de Corée du Nord ; ces PC sont déjà à part ; ils sont aussi une clef pour conserver des relations avec le communisme chinois et les mouvements de libération d'Asie et d'Afrique, après la conférence de Bandung de 1955. Pendant les années de guerre de libération, Camille Larribère demeure clandestin à Alger, proche de [Bachir Hadj Ali](#) et de [Paulette Larribère](#). Après les accords d'Évian, d'avril à août 1962, il sert comme médecin à l'infirmerie de l'ALN à Cherchell.

Dans ses entretiens de 1993-1994, parlant de son père, [Jean-Marie Larribère](#), sa nièce [Paulette Larribère](#) relevait que celui-ci ne parlait jamais de la patrie française et ne disait pas « notre patrie » en parlant de la France. Dans les notes et dans les textes de Camille Larribère, il n'est plus question de patrie après la croyance momentanée de 1914 dans l'Union

sacrée.

SOURCES : Arch. Nat. France, Paris, F7 13112. — Arch. du Sénat. — RGASPI, Moscou, 495 270 7830. — Notes, récit et documents de C. Larribère remis à A. Taleb-Bendiab, arch. privées. — *Cahiers du Bolchevisme*, 1929-1932. — *L'Humanité*, 1er février 1924, 3 octobre 1931. — *Le Rappel du Morbihan*, 1932. — C. Larribère, « Octobre 17 vu d'Algérie et des tranchées de Verdun », n° 9, 1968, « Les premiers pas », *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez*, n° 22, 1971, et rubrique nécrologique dans n° 21, 1971. — J. Duclos, *Mémoires*, Tome 3, 2e partie. 1943-1945, Fayard, Paris 1972. — Interviews de G. Bensoussan et N. Zannettacci par J.-L. Planche, 1976-1977. — Compléments par Claude Pannetier dans notice C. Larribère, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, op. cit.*, Tome 33.

René Gallissot